CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 78.693/2
du 12 janvier 2026

sur

un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 4 février 2002 fixant le mode de répartition des frais d'administration entre les unions nationales'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 78.693/2
van 12 januari 2026

over

een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 februari 2002 tot vaststelling van de verdelingswijze van de administratiekosten onder de landsbonden'

‡LW-BFB[MEGEJ-HIGJDVT‡

Le 18 décembre 2025, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargé de la Lutte contre la pauvreté à communiquer un avis dans un délai de trente jours sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 4 février 2002 fixant le mode de répartition des frais d'administration entre les unions nationales'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 12 janvier 2026. La chambre était composée de Patrick RONVAUX, président de chambre, Christine HOREVOETS et Michèle BELMESSIERI, conseillères d'État, Christian BEHRENDT, assesseur, et Béatrice DRAPIER FACCO, greffier.

Le rapport a été présenté par Véronique SCHMITZ, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Patrick RONVAUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 12 janvier 2026.

*

Op 18 december 2025 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Armoedebestrijding verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 februari 2002 tot vaststelling van de verdelingswijze van de administratiekosten onder de landsbonden'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 12 januari 2026. De kamer was samengesteld uit Patrick RONVAUX, kamervoorzitter, Christine HOREVOETS en Michèle BELMESSIERI, staatsraden, Christian BEHRENDT, assessor, en Béatrice DRAPIER FACCO, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Véronique SCHMITZ, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Patrick RONVAUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 12 januari 2026.

*

‡LW-BFB[MEGEJ-HIGJDVT‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. L'article 195, § 1er, 2°, alinéa 9, de la loi 'relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994' (ci-après : la « loi coordonnée »), a été modifié en dernier lieu par la loi du 19 décembre 2025 [1].

À l'alinéa 1er, les mots « remplacé par l'arrêté royal du 17 mars 1997 et modifié par les lois du 22 février 1998 et du XX XXXX XXXX » seront remplacés par les mots « modifié en dernier lieu par la loi du 19 décembre 2025 » [2].

2. Il y a lieu d'ajouter un nouvel alinéa afin de viser l'arrêté royal du 4 février 2002 'fixant le mode de répartition des frais d'administration entre les unions nationales' modifié par le projet [3].

3. Les formalités préalables obligatoires seront classées dans l'ordre chronologique de leur accomplissement en commençant par la plus ancienne [4].

Par conséquent, l'alinéa 4 deviendra le troisième visa du préambule et les deuxième et troisième visas deviendront les alinéas 4 et 5 de celui-ci.

DISPOSITIF

Articles 1er à 3

Interrogée sur la mise en œuvre de l'habilitation contenue dans l'article 195, § 1er, 2°, alinéa 9, de la loi coordonnée, tel que complété par la loi du 19 décembre 2025, au regard de la jurisprudence résultant de l'arrêt du Conseil d'État n° 262.338 du 12 février 2025, la déléguée a précisé ce qui suit :

« Dans l'arrêt 262.338 du 12 février 2025, le Conseil d'État a jugé que pour la partie 'fixe' des frais d'administration, il n'est pas possible de fonder l'octroi du montant (ou

[1] Article 11 de la loi du 19 décembre 2025 'exécutant une politique renforcée de retour au travail en cas d'incapacité de travail'.

[2] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation 27, c).

[3] *Ibidem*, recommandation 29.

[4] *Ibidem*, recommandation 34, b).

‡LW-BFB[MEGEJ-HIGJDVT‡

d'une partie de celui-ci) sur des critères de performance, ce qu'ont fait les deux arrêtés royaux annulés.

En effet, le Conseil d'État a relevé que 'en faisant dépendre la répartition d'une partie (25.000.000 d'euros) du montant de la partie fixe des frais d'administration du nombre de missions légales particulières exécutées auprès de certains titulaires de prestations de l'assurance indemnités ('nombre de trajets de réintégration entamés' par les organismes assureurs, 'nombre moyen de reprises d'activité entamées avec l'autorisation du médecin-conseil' et 'nombre moyen d'examens cliniques pratiqués'), le Roi s'est départi du critère prévu par la loi et, partant, a excédé l'habilitation qu'il tenait de l'article 195, § 1er, 2°, alinéa 8, de la loi du 14 juillet 1994'.

Compte tenu de cet arrêt, la délégation au Roi prévue à l'alinéa 9 (actuel) de l'article 195, § 1, 2° de la loi coordonnée du 14 juillet 1994 a été adaptée par l'article 11 de la loi du 19 décembre 2025 exécutant une politique renforcée de retour au travail en cas d'incapacité de travail. Cette adaptation permet de répartir une partie du montant des frais d'administration qui n'est pas basée sur l'application d'un pourcentage dégressif lorsque le nombre de titulaires, corrigé pour tenir compte de la charge de travail inhérente aux différentes catégories d'affiliés, s'accroît ».

Par ailleurs, il ressort des travaux parlementaires relatifs à la loi du 19 décembre 2025 notamment ce qui suit :

« Une deuxième mesure vise à modifier la répartition du montant annuel des frais d'administration attribués aux cinq unions nationales. La partie principale des frais d'administration qui est aujourd'hui attribuée annuellement aux cinq unions nationales est déterminée conformément à la formule de paramètre décrite à l'article 195, § 1er, 2°, alinéa 3, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994. Ce montant des frais d'administration peut également être adapté afin de tenir compte des nouvelles missions légales dont sont chargés les organismes assureurs (cf. article 195, § 1er, 2°, alinéa 4, de la loi coordonnée précitée du 14 juillet 1994). La partie principale des frais d'administration est répartie selon la clé de répartition fixée dans l'arrêté royal du 4 février 2002 fixant le mode de répartition des frais d'administration entre les unions nationales. Cette répartition est basée sur l'application d'un pourcentage dégressif lorsque le nombre de titulaires, corrigé pour tenir compte de la charge de travail inhérente aux différentes catégories d'affiliés, s'accroît. Afin de responsabiliser financièrement les différents organismes assureurs en matière de réinsertion de chaque personne reconnue en incapacité de travail (sauf si la situation médicale ne le permet pas), l'attribution des frais d'administration sera davantage liée à la capacité des organismes assureurs à réintégrer effectivement les malades de longue durée sur le marché du travail, en exécution de l'accord du gouvernement. Dans ce contexte, il est prévu qu'un pourcentage déterminé du montant total des frais d'administration, déterminé conformément à l'article 195, § 1er, 2°, alinéas 3 et 4, de la loi coordonnée précitée du 14 juillet 1994, est octroyé en fonction :

– d'au moins deux missions légales effectuées à déterminer par le Roi concernant l'évaluation de l'état d'incapacité de travail ou la réinsertion socioprofessionnelle des titulaires des indemnités à charge de l'assurance indemnités des travailleurs salariés ou de l'assurance indemnités des travailleurs indépendants et des conjoints aidants, affiliés à l'union nationale concernée et auquel un pourcentage dégressif est encore appliqué, comme facteur de correction, en fonction du nombre croissant de missions légales effectuées afin de tenir compte du nombre de titulaires affiliés à l'union nationale concernée. Dans ce cadre, il faut en particulier renvoyer aux missions légales des médecins-conseils (cf. article 153, § 2, de la loi coordonnée précitée du 14 juillet 1994), des collaborateurs de l'équipe multidisciplinaire (cf. article 102 de la loi coordonnée précitée du 14 juillet 1994)

‡LW-BFB[MEGEJ-HIGJDVT‡

et des 'Coordinateurs Retour Au Travail' (cf. article 100, § 1er/1, alinéa 3, et article 110, § 1er, alinéa 3, de la loi coordonnée précitée du 14 juillet 1994) ;

– des résultats des contrôles thématiques qui sont effectués par les médecins du Service des indemnités, membres du Conseil médical de l'invalidité, après la réforme de l'organisation du processus concernant l'évaluation de l'état d'incapacité de travail en exécution de la loi du 20 décembre 2023 modifiant la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, en ce qui concerne l'organisation du processus d'évaluation de l'incapacité de travail. Plus concrètement, le pourcentage susmentionné du montant applicable des frais d'administration s'élève à 5 % pour 2026, à 7,5 % pour 2027, à 10 % pour 2028 et à 15 % à partir de 2029. Il convient également de noter que le montant susmentionné, correspondant à un pourcentage déterminé du montant total des frais d'administration, fait partie intégrante de la partie fixe des frais d'administration. Ainsi, ce montant est toujours réparti intégralement entre les cinq unions nationales et ce, en fonction des missions effectuées et des résultats obtenus que l'on peut établir entre ces unions nationales les unes par rapport aux autres » [5].

Le commentaire de l'article 11 explique également :

« Cette disposition élargit la délégation au Roi prévue à l'article 195, § 1er, 2°, alinéa 9, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, afin de déterminer la répartition de la partie fixe du montant annuel des frais d'administration entre les cinq unions nationales. Outre l'application actuellement prévue d'un pourcentage dégressif lorsque le nombre de titulaires, corrigé pour tenir compte de la charge de travail inhérente aux différentes catégories d'affiliés, s'accroît, un pourcentage déterminé du montant annuel fixé sur la base de la formule de paramètre est réparti en fonction, d'une part, d'au moins deux missions légales effectuées à déterminer par le Roi concernant l'évaluation de l'état d'incapacité de travail ou la réinsertion socioprofessionnelle des titulaires d'indemnités et, d'autre part, des résultats des contrôles thématiques effectués par les médecins du Service des indemnités, membres du Conseil médical de l'invalidité » [6].

C'est dans ce cadre que le projet exécute l'article 195, § 1er, 2°, alinéa 9, de la loi coordonnée, tel que modifié par la loi du 19 décembre 2025.

Eu égard à la technicité de la matière, il serait utile que le projet soit accompagné d'un rapport au Roi.

Article 1er

Dans la version française de l'article 1er en projet, il y a lieu d'écrire « visé » et non « visés » étant donné qu'il est renvoyé au montant des frais d'administration des cinq unions nationales [7].

[5] *Doc. parl.*, Chambre, 2025-2026, n° 56-1177/001, spéc. pp. 10-12.

[6] *Doc. parl.*, Chambre, 2025-2026, n° 56-1177/001, spéc. pp. 25-26.

[7] Ce qui correspond à la formulation utilisée dans la phrase liminaire de l'article 4/1 en projet (article 2 du projet).

‡LW-BFB[MEGEJ-HIGJDVT]‡

Article 2

Comme en a convenu la déléguée, il y a lieu de modifier le renvoi « à l'article 6, 4°, de l'arrêté royal précité du 20 juillet 1971 » par un renvoi « à l'article 6, 3°, de l'arrêté royal précité du 20 juillet 1971 ».

Article 3

L'article 3 mentionne que le projet « entre en vigueur » le 1er janvier 2026 et qu'il s'applique pour la première fois aux frais d'administration relatifs à l'année d'exercice 2026.

Concernant l'entrée en vigueur, eu égard à la date à laquelle le présent avis est donné, il y a lieu d'écrire qu'il « produit ses effets » le 1er janvier 2026.

Interrogée sur la justification de la rétroactivité, la déléguée a répondu ce qui suit :

> « Le projet d'AR entre en vigueur à la même date que l'article 195, § 1er, 2, alinéa 9 de la loi coordonnée tel que complété par la loi du 19 décembre 2025 exécutant une politique renforcée de retour au travail en cas d'incapacité de travail (loi publiée au MB le 30/12/2025, édition 1), qu'il exécute ».

Cette justification paraît admissible en l'espèce.

En outre, et comme en a convenu la déléguée, il y a lieu d'écrire dans un article distinct, qui précèdera l'article d'entrée en vigueur, la règle d'application contenue dans l'article 3.

L'article 5 de l'arrêté royal du 4 février 2002 sera modifié en conséquence.

*

‡LW-BFB[MEGEJ-HIGJDVT‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

Aanhef

1. Artikel 195, § 1, 2°, negende lid, van de wet 'betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994' (hierna: "de gecoördineerde wet"), is laatstelijk gewijzigd bij de wet van 19 december 2025.[1]

In het eerste lid moeten de woorden "vervangen bij het koninklijk besluit van 17 maart 1997 en gewijzigd bij de wetten van 22 februari 1998 en XX XXXX XXXX" worden vervangen door de woorden "laatstelijk gewijzigd bij de wet van 19 december 2025".[2]

2. Er dient een nieuw lid te worden toegevoegd waarin wordt verwezen naar het koninklijk besluit van 4 februari 2002 'tot vaststelling van de verdelingswijze van de administratiekosten onder de landsbonden' dat bij het ontwerp wordt gewijzigd.[3]

3. De verplichte voorafgaande vormvereisten moeten gerangschikt worden in de chronologische volgorde waarin ze vervuld zijn, te beginnen met het oudste.[4]

Bijgevolg wordt het vierde lid de derde aanhefverwijzing en het tweede en derde lid worden de vierde en de vijfde aanhefverwijzing.

DISPOSITIEF

Artikelen 1 tot 3

Op een vraag over de tenuitvoerlegging van de machtiging vervat in artikel 195, § 1, 2°, negende lid, van de gecoördineerde wet, zoals aangevuld bij de wet van 19 december 2025, heeft de gemachtigde, in het licht van de rechtspraak die voortvloeit uit het arrest van de Raad van State nr. 262.338 van 12 februari 2025, het volgende geantwoord:

[1] Artikel 11 van de wet van 19 december 2025 'tot uitvoering van een versterkt terug naar werkbeleid in geval van arbeidsongeschiktheid'.

[2] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten,* www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 27, c).

[3] *Ibidem*, aanbeveling 29.

[4] *Ibidem*, aanbeveling 34, b).

‡LW-BFB[MEGFJ-HIGJDVT]‡

"Dans l'arrêt 262.338 du 12 février 2025, le Conseil d'État a jugé que pour la partie 'fixe' des frais d'administration, il n'est pas possible de fonder l'octroi du montant (ou d'une partie de celui-ci) sur des critères de performance, ce qu'ont fait les deux arrêtés royaux annulés.

En effet, le Conseil d'État a relevé que 'en faisant dépendre la répartition d'une partie (25.000.000 d'euros) du montant de la partie fixe des frais d'administration du nombre de missions légales particulières exécutées auprès de certains titulaires de prestations de l'assurance indemnités ('nombre de trajets de réintégration entamés' par les organismes assureurs, 'nombre moyen de reprises d'activité entamées avec l'autorisation du médecin-conseil' et 'nombre moyen d'examens cliniques pratiqués'), le Roi s'est départi du critère prévu par la loi et, partant, a excédé l'habilitation qu'il tenait de l'article 195, § 1er, 2°, alinéa 8, de la loi du 14 juillet 1994'.

Compte tenu de cet arrêt, la délégation au Roi prévue à l'alinéa 9 (actuel) de l'article 195, § 1, 2° de la loi coordonnée du 14 juillet 1994 a été adaptée par l'article 11 de la loi du 19 décembre 2025 exécutant une politique renforcée de retour au travail en cas d'incapacité de travail. Cette adaptation permet de répartir une partie du montant des frais d'administration qui n'est pas basée sur l'application d'un pourcentage dégressif lorsque le nombre de titulaires, corrigé pour tenir compte de la charge de travail inhérente aux différentes catégories d'affiliés, s'accroît."

Bovendien blijkt uit de parlementaire voorbereiding van de wet van 19 december 2025 meer bepaald het volgende:

"Een tweede maatregel beoogt een wijziging door te voeren in de verdeling van het jaarlijkse bedrag aan administratiekosten dat aan de vijf landsbonden wordt toegekend. Het belangrijkste gedeelte van de administratiekosten dat vandaag jaarlijks aan de vijf landsbonden wordt toegekend, wordt bepaald overeenkomstig de parameterformule omschreven in artikel 195, § 1, 2°, derde lid, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994. Dit bedrag aan administratiekosten kan in voorkomend geval eveneens worden aangepast om rekening te houden met nieuwe wettelijke opdrachten waarmee de verzekeringsinstellingen worden belast (vgl. artikel 195, § 1, 2°, vierde lid, van de voormelde gecoördineerde wet van 14 juli 1994). Het belangrijkste gedeelte aan administratiekosten wordt verdeeld volgens de verdeelsleutel bepaald in het koninklijk besluit van 4 februari 2002 tot vaststelling van de verdelingswijze van de administratiekosten onder de landsbonden. Deze verdeling is gesteund op de toepassing van een degressief percentage bij een toenemend aantal gerechtigden, gecorrigeerd om rekening te houden met de werklast eigen aan de verschillende categorieën van aangeslotenen. Met het oog op het financieel responsabiliseren van de verschillende verzekeringsinstellingen om effectief in te zetten op acties inzake re-integratie voor élke arbeidsongeschikt erkende persoon (tenzij de medische situatie dit onmogelijk maakt), wordt in uitvoering van het regeerakkoord de toekenning van het bedrag aan administratiekosten meer afhankelijk gemaakt van de mate waarin de verzekeringsinstellingen er effectief in slagen om langdurig zieken te re-integreren op de arbeidsmarkt. In dat kader wordt voorzien dat een bepaald percentage van het totale bedrag aan administratiekosten vastgesteld overeenkomstig artikel 195, § 1, 2°, derde en vierde lid, van de voormelde gecoördineerde wet van 14 juli 1994 wordt toegekend in functie van:

‡LW-BFB[MEGEJ-HIGJDVT‡

- minstens twee door de Koning te bepalen verrichte wettelijke opdrachten inzake de evaluatie van de staat van arbeidsongeschiktheid of de socioprofessionele re-integratie van de bij de betrokken landsbond aangesloten gerechtigden op uitkeringen ten laste van de uitkeringsverzekering voor werknemers of de uitkeringsverzekering voor zelfstandigen en meewerkende echtgenoten en waarbij een degressief percentage bij een toenemend aantal verrichte wettelijke opdrachten wordt toegepast als correctiefactor om rekening te houden met het aantal gerechtigden aangesloten bij de betrokken landsbond. In dit kader dient er in het bijzonder te worden verwezen naar de wettelijke opdrachten van de adviserend artsen (vgl. artikel 153, § 2, van de voormelde gecoördineerde wet van 14 juli 1994), de medewerkers van het multidisciplinaire team (vgl. artikel 102 van de voormelde gecoördineerde wet van 14 juli 1994) en de 'Terug Naar Werk-coördinatoren' (vgl. Artikel 100, § 1/1, derde lid, en artikel 110, § 1, derde lid, van de voormelde gecoördineerde wet van 14 juli 1994);

- de resultaten van de thematische controles die worden uitgevoerd door de artsen van de Dienst voor uitkeringen, leden van de Geneeskundige raad voor invaliditeit, na de hervorming van de organisatie van het proces inzake de evaluatie van de staat van arbeidsongeschiktheid met toepassing van de wet van 20 december 2023 tot wijziging van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, wat de organisatie van het beoordelingsproces van de arbeidsongeschiktheid betreft. Meer concreet bedraagt het voormelde percentage van het toepasselijke bedrag aan administratiekosten 5 % voor 2026, 7,5 % voor 2027, 10 % voor 2028 en 15 % vanaf 2029. Er moet nog worden opgemerkt dat het voormelde bedrag, dat overeenstemt met een bepaald percentage van het totale bedrag aan administratiekosten, integraal deel uitmaakt van het vaste gedeelte aan administratiekosten. Dit bedrag wordt dus steeds volledig verdeeld onder de vijf landsbonden en dit afhankelijk van de uitgevoerde opdrachten en behaalde resultaten die kunnen worden vastgesteld bij deze landsbonden ten opzichte van elkaar."[5]

In de toelichting bij artikel 11 wordt ook het volgende uiteengezet:

"Deze bepaling verruimt de delegatie aan de Koning die in artikel 195, § 1, 2°, negende lid, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994 is voorzien om de verdeling van het vaste gedeelte van het jaarlijks vastgestelde bedrag aan administratiekosten onder de vijf landsbonden te bepalen. Naast de vandaag al voorziene toepassing van een degressief percentage bij een toenemend aantal gerechtigden, gecorrigeerd om rekening te houden met de werklast eigen aan de verschillende categorieën van aangeslotenen, wordt een bepaald percentage van het jaarlijkse bedrag vastgesteld op basis van de parameterformule verdeeld in functie van enerzijds minstens twee door de Koning te bepalen verrichte wettelijke opdrachten inzake de evaluatie van de staat van arbeidsongeschiktheid of de socioprofessionele re-integratie van de bij de betrokken landsbond aangesloten gerechtigden en anderzijds de resultaten van de thematische controles die worden uitgevoerd door de artsen van de Dienst voor uitkeringen, leden van de Geneeskundige raad voor invaliditeit."[6]

‡LW-BFB[MEGEJ-HIGJDVT]‡

[5] *Parl.St.* Kamer 2025-26, nr. 56-1177/1, inz. 10-12.

[6] *Parl.St.* Kamer 2025-26, nr. 56-1177/1, inz. 25-26.

In dat kader geeft het ontwerp uitvoering aan artikel 195, § 1, 2°, negende lid, van de gecoördineerde wet, zoals gewijzigd bij de wet van 19 december 2025.

Gelet op de technische aard van de materie zou het nuttig zijn mocht het ontwerp vergezeld gaan van een verslag aan de Koning.

Artikel 1

In de Franse tekst van het ontworpen artikel 1 dient men "visé" te schrijven en niet "visés" aangezien er wordt verwezen naar het bedrag ("montant") van de administratiekosten van de vijf landsbonden.[7]

Artikel 2

De gemachtigde heeft beaamd dat de verwijzing naar "artikel 6, 4° van het voormelde koninklijk besluit van 20 juli 1971" moet worden vervangen door een verwijzing naar "artikel 6, 3°, van het voormelde koninklijk besluit van 20 juli 1971".

Artikel 3

In artikel 3 wordt bepaald dat het ontwerp "in werking [treedt]" op 1 januari 2026 en dat het voor de eerste maal van toepassing is op de administratiekosten die op het dienstjaar 2026 betrekking hebben.

Gelet op de datum waarop dit advies wordt gegeven, moet met betrekking tot de inwerkingtreding geschreven worden dat het ontworpen besluit "uitwerking heeft met ingang van" 1 januari 2026.

Op een vraag om rechtvaardiging van de terugwerkende kracht, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

> "Le projet d'AR entre en vigueur à la même date que l'article 195, § 1er, 2, alinéa 9 de la loi coordonnée tel que complété par la loi du 19 décembre 2025 exécutant une politique renforcée de retour au travail en cas d'incapacité de travail (loi publiée au MB le 30/12/2025, édition 1), qu'il exécute."

Die rechtvaardiging lijkt *in casu* aanvaardbaar.

Bovendien heeft de gemachtigde beaamd dat de toepassingsregel die vervat zit in artikel 3 opgenomen moet worden in een afzonderlijk artikel, dat voorafgaat aan het artikel betreffende de inwerkingtreding.

[7] Wat overeenstemt met de formulering die wordt gebruikt in de inleidende zin van het ontworpen artikel 4/1 (artikel 2 van het ontwerp).

‡LW-BFB[MEGEJ-HIGJDVT‡

Artikel 5 van het koninklijk besluit van 4 februari 2002 moet dienovereenkomstig gewijzigd worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRESIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER FACCO Patrick RONVAUX

‡LW-BFB[MEGFJ-HIGJDVT‡